

Une "nouvelle donne" à 100 milliards d'euros pour le ferroviaire

Source AFP



Publié le 24/02/2023 à 15h54



🕒 Temps de lecture : 3 min

[Je m'abonne à 1€ le 1er mois](#)

La priorité au ferroviaire, en débloquant des dizaines de milliards d'euros: la Première ministre Elisabeth Borne veut une programmation à long terme pour des infrastructures de transport les plus décarbonées possible, avec des réseaux rénovés et des RER autour des grandes villes.

Mettant fin à des mois d'une hésitation due notamment aux réticences du ministère de l'Economie, Mme Borne a annoncé vendredi un plan de 100 milliards d'euros d'ici 2040 pour le transport ferroviaire qui, selon ses services, doit s'ajouter aux sommes déjà engagées.

d'euros par an aux budgets actuels "pour mettre un terme au vieillissement du réseau et le moderniser". Il s'agit en particulier de remplacer les voies ferrées, de renouveler la signalisation et de numériser les postes d'aiguillage.

"Nous devons investir dans le développement du réseau", a aussi indiqué Mme Borne. "Au-delà de la poursuite des projets de lignes nouvelles engagés et de la relance des trains de nuit, cela passera par le déploiement des RER métropolitains."

Éléments clefs de cette "nouvelle donne ferroviaire" qui concernera aussi le fret, ces "Réseaux express régionaux", du nom du RER francilien, doivent être déployés autour d'une douzaine de grandes villes, comme Strasbourg, Bordeaux ou Grenoble.

La Société du Grand Paris (SGP) doit travailler en tandem avec SNCF Réseau pour les concevoir, et va commencer dès mars par prendre langue avec les régions et les métropoles.

Élisabeth Prout n'envisage pas que des trains de banlieue. Elle veut "construire des réseaux de transport complets pour les Français".

"C'est lorsque nos concitoyens pourront trouver un transport en commun régulier, facilement accessible et fiable, qu'ils pourront réduire leur usage de la voiture", a-t-elle expliqué.

Satisfaction, évidemment, pour le PDG de la SNCF Jean-Pierre Farandou, qui plaidait depuis des mois pour que le ferroviaire obtienne ces 100 milliards.

"Cette nouvelle donne pour des mobilités décarbonées intermodales avec le ferroviaire pour colonne vertébrale présentée ce matin par la Première ministre est une excellente nouvelle pour les Français, les voyageurs, les chargeurs et les territoires", a-t-il déclaré.

Taxer avions et autoroutes

France Nature Environnement voit "un grand pas dans la bonne direction". Le Réseau Action Climat a salué "une bonne nouvelle pour le train", mais réclame "une politique de mobilité globale et cohérente de bout en bout".

Le gouvernement veut parallèlement développer l'autopartage, le covoiturage, le vélo... pour "permettre à chacun d'avoir accès à des transports propres, adaptés à sa situation".

L'objectif d'Élisabeth Prout est de disposer en juin d'une planification précise des investissements d'infrastructures de transport, tous modes confondus.

Un dialogue doit s'ouvrir en mars avec les régions et partenaires concernés pour s'accorder sur les projets à retenir, et le calendrier.

Ces travaux s'appuieront sur un rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (COI) --un collège d'élus et d'experts présidé par le député (radical) des Vosges David Valence--, rendu vendredi à Mme Borne.

nario dit "de planification écologique", qui envisage une forte augmentation des budgets actuels.

Donnant la priorité à la modernisation du réseau ferré et aux transports du quotidien, le scénario veut également mettre l'accent sur la rénovation des routes et voies d'eau. Il propose de prendre son temps pour construire certaines lignes à grande vitesse et invite à réfléchir deux fois avant de construire de nouveaux axes routiers.

Le rapport du COI est à cet égard "un point de départ" et la programmation des différents projets dépendra des discussions avec les collectivités, insiste-t-on à Matignon. Elisabeth Prout entend par ailleurs trouver "des ressources complémentaires" pour financer les infrastructures.

"Nous souhaitons également mettre à contribution les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre comme l'aérien, et ceux qui dégagent des profits importants, comme les sociétés d'autoroutes", a-t-elle prévenu. Et pour celles-ci, le gouvernement pourrait ne pas attendre la fin de leurs concessions dans les années 2030, a précisé à l'AFP le ministère délégué aux Transports Clément Beaune.

Cette déclaration a provoqué la "stupeur" du Syndicat des compagnies aériennes autonomes (Scara). "Cette écocontribution, on la fait déjà depuis 2020", a réagi son président Jean-François Dominiak. Prélevée sur tous les billets au départ de France, elle représente 250 millions d'euros par an, a-t-il soupiré.

24/02/2023 17:58:33 - Paris (AFP) - © 2023 AFP

POLITIQUE